

Région de gendarmerie Hauts-de-France

Division de l'appui opérationnel

Bureau de l'Immobilier et du Logement

CONSULTATION N° 2024-016-RGHF

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)***

Marché public de fournitures et services relatif aux prestations désignées ci-dessous :

Maintenance des installations thermiques, de production d'eau chaude sanitaire, ventilation mécanique contrôlée, traitement d'eau, climatisation, remplacement des pièces défectueuses des installations et fourniture des produits de traitement d'eau au profit de la Région de gendarmerie des Hauts-de-France

Numéros de nomenclature communautaire CPV

50720000-8	Services de réparation de d'entretien de chauffage central
24962000-5	Produits chimiques pour le traitement de l'eau

Ce document comporte 24 pages, numérotées de 1 à 24

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1 – Contrat de type « Prestations – Forfait (PF) ».....	4
1.1.1 – Offre de base.....	4
1.1.2 – Offre variante.....	4
1.2 – Décomposition des prestations.....	4
1.3 – Catégorie du marché.....	5
ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5 – DÉCOMPOSITION EN LOTS.....	6
ARTICLE 6 – PRESTATIONS COURANTES (MAINTENANCE).....	7
6.1 – Prise en charge des installations.....	8
6.2 – Rapport de visite.....	8
6.3 – Assurances.....	8
6.4 – Délais de remise des documents par le titulaire.....	8
6.5 – Opérations de vérifications.....	9
6.6 – Délais d'exécution.....	10
6.7 – Délai d'intervention.....	10
6.8 – Délai d'exécution ou délai de dépannage.....	10
ARTICLE 7 – PRESTATIONS PONCTUELLES (PIÈCES DE RECHANGE).....	11
7.1 – Modalités d'exécution.....	11
7.2 – Contenu des devis.....	11
7.3 – Modalités de commande.....	12
7.4 – Personnes habilitées à signer les bons de commande.....	12
7.5 – Opérations de vérification.....	12
7.6 – Transfert de propriété.....	13
ARTICLE 8 – FOURNITURE ET LIVRAISON DES PRODUITS DE TRAITEMENT D'EAU.....	13
8.1 – Modalités d'exécution.....	13
8.2 – Transport – livraison.....	13
8.2.1 – Transport.....	13
8.2.2 – Conditions de livraison.....	13
ARTICLE 9 – GARANTIES.....	14
ARTICLE 10 – PRIX.....	14
10.1 – Forme des prix.....	14
10.2 – Contenu des prix.....	14
10.3 – Prix de règlement – Révision des prix.....	14
ARTICLE 11 – AVANCE – ACOMPTES – PAIEMENT DÉFINITIF.....	15
11.1 – Avance.....	15
11.2 – Acomptes – Répartition des paiements.....	15
11.3 – Contenu des prix et mode de règlement des comptes.....	16
11.4 – Décomptes et acomptes dématérialisés.....	16
11.5 – Paiement du solde et paiements partiels définitifs.....	17
11.6 – Délai global de paiement.....	17
ARTICLE 12 – RETENUE DE GARANTIE.....	18
ARTICLE 13 – PÉNALITÉS.....	18
ARTICLE 14 – PRESTATIONS NON PRÉVUES – PRESTATIONS SIMILAIRES.....	19
ARTICLE 15 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	19
ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE – CO-TRAITANCE.....	19

16.1 – Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement.....	19
16.2 – Communication de renseignements inexacts ou sous-traitance occulte.....	21
16.3 – Règlement des sous-traitants.....	21
16.4 – Co-traitance.....	22
ARTICLE 17 – DISPOSITIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....	22
17.1 – Certification achats responsables.....	22
17.2 – Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations.....	22
ARTICLE 18 – ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS EN COURS D'EXÉCUTION.....	23
ARTICLE 19 – DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	23
19.1 – Clause relative au recours au médiateur interne.....	23
19.2 – Règlement des litiges.....	23
ARTICLE 20 – RÉSILIATION.....	24
ARTICLE 21 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	24

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet **la maintenance des installations thermiques, de production d'eau chaude sanitaire, de ventilation mécanique contrôlée, de climatisation, de traitement de l'eau (y compris la fourniture des produits de traitement de l'eau)** au profit des unités de la région de gendarmerie Hauts de France désignées dans l'annexe 1 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) à l'intérieur duquel la consistance des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées. Ce marché comporte une obligation de résultats.

1.1 – Contrat de type « Prestations – Forfait (PF) »

Le contrat est établi dans le but de confier à une entreprise spécialisée et qualifiée la maintenance des installations thermiques :

- a) Chaudières individuelles en et hors casernes ;
- b) Chaufferies collectives de petites et moyennes puissances ;
- c) Chaufferies collectives de grandes puissances ;

dans le cadre d'un contrat type PF par référence au guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'Observatoire économique de l'achat public. Le détail des installations de chauffage figure en annexe 1 du C.C.T.P.

Le traitement de l'eau fait l'objet de prestations distinctes.

1.1.1 – Offre de base

Le forfait P2 comprend une franchise d'intervention fixée à :

- * 800 € HT pour les chaufferies collectives de grandes puissances ;
- * 500 € HT pour les chaufferies collectives de petites et moyennes puissances ;
- * 200 € HT pour les chaudières individuelles en et hors casernes.

Elle n'ouvre pas droit à paiement par facturation complémentaire. Elle s'entend hors taxes, par intervention et par équipement, frais de déplacement, de main d'œuvre, pose et fourniture des pièces compris.

1.1.2 – Offre variante

Des variantes sont demandées conformément aux articles R.2151-8 à R.2151-11 du code de la commande publique :

- variante n° 1 :

Forfait P2 avec une franchise d'intervention fixée à :

- * 1500 € HT pour les chaufferies collectives de grandes puissances ;
- * 1000 € HT pour les chaufferies collectives de petites et moyennes puissances ;
- * 400 € HT pour les chaudières individuelles en et hors casernes.

- variante n° 2 (ne concerne que les lots n° 4, 11 et 15) :

Chaufferies collectives de grandes puissances : astreinte de dépannage du lundi au dimanche, y compris les jours fériés de 8 heures à 20 heures.

1.2 – Décomposition des prestations

Ce marché est défini selon cinq types de prestations :

- Chaudières individuelles : chaudière murale et chaufferie alimentant un seul utilisateur ;

- Chaufferies collectives de petites puissances : chaufferie centralisée alimentant plusieurs utilisateurs ;
- Chaufferies collectives de grandes puissances : chaufferie alimentant plusieurs utilisateurs ;
- Entretien des installations nécessitant un traitement d'eau.

Les prestations de service « P2 » sont définies sur la base d'un échéancier d'entretien selon les types de chaufferies et/ou d'installations :

- Chaufferie individuelle : annexe n° 2 du CCTP ;
- Chaufferie de petites puissances collectives : annexe n° 3 du CCTP ;
- Chaufferie de moyennes à grosses puissances collectives : annexe n° 4 du CCTP ;
- Traitement d'eau : annexe n° 5 du CCTP.

1.3 – Catégorie du marché

Le présent marché est un marché de fournitures courantes et services pour les prestations courantes de caractère homogène et constituant une unité fonctionnelle (catégorie de service n° 1).

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ

La durée de validité du marché prend effet à compter de sa date de notification pour une période de trois ans. Il pourra faire l'objet de deux reconduction d'une année chacune soit une durée totale 5 ans.

Toutefois, l'administration doit se prononcer au moins deux mois avant la fin de la période contractuelle définie. Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché. Le titulaire du marché ne pourra pas s'opposer à sa reconduction.

Périodes contractuelles :

- 01/01/2025 au 31/12/2027
- 01/01/2028 au 31/12/2028
- 01/01/2029 au 31/12/2029

ARTICLE 3 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est un marché de fournitures courantes et services à prix mixtes forfaitaires et unitaires passé selon l'appel d'offres ouvert. Il est soumis aux dispositions des articles R.2161-1 à R.2161-5, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de commande publique.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes (décomposition du prix global forfaitaire, bordereaux des prix unitaires, mémoire justificatif), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 31 mars 2021) ;
- L'annexe au décret n° 87-713 du 26 août 1987, modifié, pris en application de l'article 18 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, fixant la liste des charges récupérables ;
- Le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat qui a été approuvé par décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'Observatoire économique de l'achat public.

ARTICLE 5 – DÉCOMPOSITION EN LOTS

Les prestations, objet du présent marché, sont divisées en 18 lots :

Département	Numéro de Lot	Intitulé des prestations
02 Aisne	Lot n°1	Chaufferies collectives de petites et moyennes puissances
	Lot n°2	Chaudières individuelles en et hors casernes
	Lot n°3	Traitement de l'eau des chaufferies collectives
59 Nord	Lot n°4	Chaufferies collectives de grosses puissances : Caserne Sénépart à Villeneuve d'Ascq et Caserne Damien à Valenciennes
	Lot n°5	Chaufferies collectives de petites et moyennes puissances
	Lot n°6	Chaudières individuelles en et hors casernes
	Lot n°7	Traitement de l'eau des chaufferies collectives
60 Oise	Lot n°8	Chaufferies collectives de petites et moyennes puissances
	Lot n°9	Chaudières individuelles en et hors casernes
	Lot n°10	Traitement de l'eau des chaufferies collectives

62 Pas de Calais	Lot n°11	Chaufferie collective de grosse puissance : Quartier Baudimont à Arras
	Lot n°12	Chaufferies collectives de petites et moyennes puissances
	Lot n°13	Chaudières individuelles en et hors casernes
	Lot n°14	Traitement de l'eau des chaufferies collectives
80 Somme	Lot n°15	Chaufferie collective de grosse puissance : Caserne Garin à Amiens
	Lot n°16	Chaufferies collectives de petites et moyennes puissances
	Lot n°17	Chaudières individuelles en et hors casernes
	Lot n°18	Traitement de l'eau des chaufferies collectives

ARTICLE 6 – PRESTATIONS COURANTES (MAINTENANCE)

Les conditions d'exécution de maintenance des prestations d'entretien courantes font l'objet d'une planification prévue sur la base d'échéanciers définis ci-dessous. Les prestations à exécuter concernent l'ensemble des casernes listées en annexe 1 du CCTP. L'exécution du présent marché s'effectue de manière continue.

Les modalités d'exécution des prestations sont décrites dans le CCTP :

- annexe 2 du CCTP : échéancier d'entretien « chauffage individuel » ;
- annexe 3 du CCTP : échéancier d'entretien « petit collectif » ;
- annexe 4 du CCTP : échéancier d'entretien « moyenne à grande puissance » ;
- annexe 5 du CCTP : échéancier d'entretien « traitement d'eau ».

Le périmètre du présent marché peut évoluer, notamment, en raison :

- de l'affectation de nouveaux bâtiments ou de la désaffectation de bâtiments, de la construction ou de la destruction de bâtiments utilisés par l'administration ;
- d'un réexamen en cours de marché des installations ;
- d'un réexamen de la typologie des installations ;
- d'un réexamen effectué dans tous les cas soit à la demande de l'administration soit du titulaire ;
- d'un réexamen issu de la prise en charge des installations.

Dans tous les cas, toutes les variations entraînant soit des modifications d'installations ou de montants seront notifiées au titulaire par voie d'acte modificatif selon les dispositions des articles R.2194-1 et R.2194-2 émis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

6.1 – Prise en charge des installations

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations définies dans l'annexe 1 du CCTP et dont il doit assurer la maintenance. Le titulaire peut procéder à toute vérification et à tout relevé nécessaire en vue de remplir ses obligations contractuelles et accepte de les prendre en charge telles qu'elles se composent.

Le titulaire a pour obligation de remettre au représentant du pouvoir adjudicateur, un procès-verbal de prise en charge pour chaque site, auquel il sera annexé l'inventaire détaillé de chaque installation et, s'il y a lieu, des consignes particulières lui permettant d'assurer l'entretien des installations et auxquelles il devra se conformer.

6.2 – Rapport de visite

A chaque visite, le personnel d'intervention établit un compte-rendu sur la fiche d'attachement dans lequel il atteste que les opérations systématiques, prévues dans le présent marché, ont bien été effectuées. Il porte ses observations telles que : anomalies constatées, usures de certains organes, risques de détérioration. Il est tenu de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements conformément à la réglementation en vigueur.

6.3 – Assurances

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels désignés dans le marché devront justifier, dans le délai fixé à l'article 6.4. du présent cahier et avant tout commencement d'exécution, qu'ils sont titulaires d'assurances garantissant leur responsabilité. Le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnels chargés de l'entretien et aux personnes qui travaillent ou résident dans les locaux, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'entretien. La garantie devra être suffisante ; elle devra être limitée pour les dommages corporels. Tout changement ou modification du contrat d'assurance doit être porté à la connaissance du RPA.

6.4 – Délais de remise des documents par le titulaire

Les documents figurant ci-dessous, devront être adressés à l'adresse suivante :

RÉGION DE GENDARMERIE HAUTS-DE-FRANCE
Division de l'appui opérationnel
Bureau de l'immobilier et du logement
Section Infrastructure
201 boulevard de Mons
59650 Villeneuve d'Ascq

Désignation des Documents	Délais	Articles du CCAP ou du CCTP définis dans les documents	
		C.C.A.P	C.C.T.P.
Justification d'assurances	7 jours à compter de la notification du marché	6.3.	
Procès-verbaux de prise en	30 jours à dater de la notification du		5.1.1

charge	marché		
Liste nominative du personnel et numéro d'appel en cas d'urgence	7 jours à compter de la notification du marché		6.1.1.2
Fiche d'attachement de visite individuelle	8 jours à compter de la visite d'entretien		7.3.
Certificat de ramonage	8 jours à compter de la visite		7.3.
Calendrier prévisionnel d'entretien	Pour le 15 mai de chaque année		7.1.1 et 7.1.2
Rapport de visite	10 jours à compter de la prestation		13.1.1.2, 13.2.1
Rapport de contrôle fourni par l'organisme accrédité par le COFRAC (chaufferies de puissances > 400 KW)	Tous les deux ans		7.3.2

Le non-respect des dispositions citées supra entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 13.

6.5 – Opérations de vérifications

Le présent article déroge aux articles 27 à 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Les opérations de vérification sont de nature quantitative et qualitative. Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes aux dispositions du marché auquel elles se rapportent.

Les attributions du représentant du pouvoir adjudicateur sont déléguées aux responsables des affaires immobilières de chaque groupement de gendarmerie en ce qui concerne :

- l'exécution des opérations de contrôle qualitatif et quantitatif ;
- la notification au titulaire des décisions qui en résultent.

Les délais de constatation ouverts au représentant du pouvoir adjudicateur pour effectuer les opérations de vérification et pour notifier sa décision sont de quinze (15) jours à compter du 15 septembre de chaque année. Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision d'admission des prestations.

A ce titre, le titulaire a pour obligation d'adresser au groupement de gendarmerie concerné, dans les délais fixés à l'article 6.4 du C.C.A.P., les documents ci-dessous :

- un certificat de ramonage ;
- une fiche d'attachement de visites individuelles à l'issue de chaque entretien. Cette fiche sera établie par caserne et obligatoirement visée par le commandant de caserne ;
- une fiche pour l'entretien et les interventions systématiques sur le matériel dont il assure l'entretien (lot n°2).

Ces documents doivent être dûment renseignés et dans le plus grand état de propreté.

A l'issue des opérations de vérification à destination et au vu des documents précités, le personnel habilité notifie au titulaire une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG/FCS.

En complément aux dispositions de l'article 30.1 du CCAG/FCS, la décision de rejet prononcée par le personnel habilité est assortie d'un délai **maximum de quinze jours calendaires** pour permettre au titulaire d'apporter les corrections en vue d'une nouvelle vérification. En cas de rejet définitif à la deuxième présentation pour vérification, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Tout manquement aux conditions stipulées à l'article 6 sera considéré comme un manquement aux obligations d'entretien, entraînant l'application des pénalités figurant à l'article 13 du CCAP. Toutes prestations non mentionnées sur les fiches d'attachement seront considérées comme non effectuées.

Une attestation de service fait servira à clore la maintenance. A cette fin, un point de consolidation sera effectué avec les sociétés titulaires et Chorus.

6.6 – Délais d'exécution

La maintenance préventive s'entend sur la base d'un prix forfaitaire annuel pour les plages horaires définies à l'article 7.2 « Dépannages » du CCTP.

6.7 – Délai d'intervention

Le délai d'intervention s'entend comme le délai maximum après réception d'un appel ou de la réception de tout moyen approprié convenus dans le cadre de la mise en place du marché, délais de transport compris pour que le titulaire et ses équipes puissent exécuter les prestations sur l'équipement concerné.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants attendus libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent contrat. Les délais d'intervention actés au présent contrat s'entendent pour une durée maximale après demande d'intervention qu'il convient de ne pas dépasser pour intervenir sur l'équipement concerné.

Le délai d'intervention est fixé à 3 heures pour les chaudières individuelles pour les chaudières collectives. Dans le cadre d'une urgence, ce délai sera réduit à 2 heures. Par notion d'urgence, on entend des interventions concernant :

- une fuite de gaz ;
- une fuite d'eau ;
- une panne de chauffage;
- une panne de la production d'eau chaude sanitaire;
- une mise en danger des personnes et des biens.

Cette liste n'est pas limitative.

6.8 – Délai d'exécution ou délai de dépannage

Ce délai s'entend comme un délai maximum autorisé d'indisponibilité du système sans action de dépannage même provisoire en action corrective palliative, en mode d'utilisation dégradé, après qu'une demande d'intervention par tout moyen approprié ne soit émise par la gendarmerie à l'attention du mainteneur.

Les moyens de contact pour ce faire seront ceux proposés par le mainteneur dans le cadre de son mémoire technique et de l'astreinte qu'il aura mise en place pour couvrir les besoins de l'administration. Ce délai comprend le délai d'intervention.

Le délai d'exécution ou de dépannage est fixé à 48 heures pour le présent marché.

ARTICLE 7 – PRESTATIONS PONCTUELLES (PIÈCES DE RECHANGE)

Pour répondre à un imprévu et en complément au contrat de base, consécutivement à la remise en état des installations par suite d'une panne, à des pièces dégradées ou reconnues défectueuses, les responsables des affaires immobilières auront la possibilité de commander des pièces de rechange, sans exclusivité.

7.1 – Modalités d'exécution

Préalablement à l'établissement de tout bon de commande, le titulaire, dès qu'il constate la nécessité de remplacer une pièce non prévue dans le « P2 », transmet **par voie électronique (messagerie)** aux services des affaires immobilières du groupement de gendarmerie concerné, une **demande de devis** (projet de commande).

Cette demande spécifie la nature et l'étendue des opérations de maintenance à réaliser ainsi que les dates prévisionnelles de commencement et d'achèvement des prestations.

En cas d'urgence (cf. article 6.2.1 du présent CCAP) le titulaire s'engage à effectuer la prestation de maintenance sous un délai de **48 heures au maximum (aux heures et jours ouvrés)**, à compter de l'émission du bon de commande.

L'urgence s'entend comme toute demande d'intervention en vue de mettre fin à un désordre avéré entravant le fonctionnement de l'installation. Elle donne lieu à une intervention effective du titulaire permettant de mettre fin au moins provisoirement, à titre conservatoire, au dysfonctionnement constaté.

La livraison des prestations est constatée par la délivrance d'un procès-verbal de réception après signature par un personnel de l'unité bénéficiaire, un double lui étant obligatoirement remis.

7.2 – Contenu des devis

Le présent article déroge à l'article 10 du C.C.A.G. fournitures courantes et services.

Chaque devis estimatif doit être détaillé. Il comprend obligatoirement les éléments suivants :

- pour chaque ligne de prestations, prix unitaire HT, métrés ou quantités, prix total HT (prix de base) ;
- dates prévisionnelles de commencement et d'achèvement des prestations ;
- fiche descriptive sommaire des prestations.

En cas d'urgence, cette mention doit être portée **explicitement** par le service émetteur sur la demande de devis.

Durée de validité des devis :

La durée de validité des devis est de 30 jours. En cas de non confirmation du devis dans ce délai, le titulaire ne saurait être tenu au maintien de son offre.

7.3 – Modalités de commande

Les prestations ponctuelles hors marché pourront donner lieu à l'émission de bons de commande successifs notifiés au fur et à mesure des besoins par l'un des moyens définis ci-dessous :

- remise directe au titulaire contre récépissé ;
- par voie dématérialisée (messagerie) ;
- par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ils seront émis par les personnes habilitées à signer les bons de commandes définis à l'article 7.4. Les prestations seront exécutées à l'adresse figurant sur les bons de commande.

Il est mentionné sur chaque bon de commande :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- la référence du bon de commande, le numéro d'engagement juridique (numéro Chorus) ;
- la nature et la quantité des pièces de rechange utilisées ;
- le prix des pièces de rechange (le décompte en valeur hors taxes et toutes taxes comprises).

La date de réception du bon de commande par le titulaire tient lieu de notification de la commande. Le délai d'exécution court à compter de la date de notification du bon de commande.

7.4 – Personnes habilitées à signer les bons de commande

- Le général commandant la région de gendarmerie Hauts-de-France et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord ou son suppléant ;
- Le général commandant en second la région de gendarmerie Hauts-de-France et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord ;
- Le chef de l'appui opérationnel de la région de gendarmerie Hauts-de-France ou son suppléant ;
- Le chef du bureau de l'immobilier et du logement de la région de gendarmerie Hauts-de-France ou son suppléant.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut modifier par ordre de service la liste des personnes habilitées à signer les bons de commande.

7.5 – Opérations de vérification

Pour la part à bons de commande, seules les dispositions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG Fournitures courantes et services sont applicables.

7.6 – Transfert de propriété

ARTICLE 8 – FOURNITURE ET LIVRAISON DES PRODUITS DE TRAITEMENT D'EAU

8.1 – Modalités d'exécution

La fourniture, la livraison et la mise en œuvre des produits de traitement de l'eau ne sont pas inclus dans le forfait de maintenance P2 et font l'objet de lots séparés.

Les représentants des unités de gendarmerie transmettront par voie électronique (messagerie) aux services des affaires immobilières du groupement de gendarmerie concerné, en fonction du besoin, les quantités de produits nécessaires au bon fonctionnement du traitement d'eau et le lieu de livraison des produits correspondants.

8.2 – Transport – livraison

8.2.1 – Transport

Toutes les marchandises sont livrées franches de tous droits, ports, débours et taxes. Les frais liés aux transports des fournitures et risques afférents incombent au titulaire. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison (en sous station ou chaufferie), ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, de déchargement incombent, dans leur intégralité, au titulaire.

8.2.2 – Conditions de livraison

La totalité des fournitures, objet d'un même bon de commande, devra être livrée franco de port et d'emballage et mise à disposition des unités de gendarmerie destinataires, dans les sous-stations, dans le délai fixé dans la rubrique « B6 » de l'acte d'engagement par le titulaire à compter de sa date d'envoi pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées de l'administration (8h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00). Passé ce délai, les dispositions de l'article 13 ci-dessous seront appliquées.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison chiffré remis.

Ce dernier est dressé distinctement pour chaque destinataire, pour chaque commande et comporte notamment :

- la date d'expédition ;
- le numéro d'engagement juridique (Chorus) ;
- la référence du marché ;
- l'identification des fournitures livrées ;
- éventuellement, le reliquat des commandes non livrées précédemment ;
- l'identification du titulaire ;
- le prix hors taxes remis ;
- le prix toutes taxes comprises.

La livraison est constatée par la délivrance d'un récépissé après la signature par un personnel de l'unité de gendarmerie bénéficiaire, un double du bordereau de livraison lui est obligatoirement remis.

ARTICLE 9 – GARANTIES

Les pièces de rechange font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 – PRIX

10.1 – Forme des prix

Le marché est traité à prix mixtes, forfaitaires et unitaires, établis en euros. Les prix sont définitifs et révisables annuellement.

10.2 – Contenu des prix

L'ensemble des prix comprend tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations, notamment tous les frais généraux, les sujétions de toutes natures (frais de déplacement, transport, main d'œuvre etc.) inhérentes aux prestations courantes ou ponctuelles au titulaire. Ils incluent notamment les sujétions particulières imposées par la personne publique.

Les prix sont réputés comprendre également toutes charges fiscales, parafiscales, sociales et assurances frappant obligatoirement la prestation.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée sur les prix hors taxes sera celui en vigueur à la date du mandatement.

10.3 – Prix de règlement – Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de **DÉCEMBRE 2024** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix du marché d'un coefficient P donné par la formule suivante :

Prix forfaitaires et unitaires (maintenance CVC) :

$$P = Po * [0,125 + 0,875 * (0,85 * (ICHT-IME / ICHT-IMEo) + 0,15 * (FSD2 / FSD2o))]$$

Dans laquelle :

P est le prix révisé,

Po est le prix indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois 0 ».

ICHT-IME (avec effet CICE) est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé dans l'Industrie mécanique et électrique
ICH-IMEo = même index en vigueur pour le « mois 0 »
FSD2 = indice frais et services divers – catégorie 2 (publié au journal Le Moniteur)
FSD2o = même indice en vigueur pour le « mois 0 »

Traitement de l'eau

$$P = Po \cdot (0,15 + 0,85 \times \ln(Io/I))$$

Dans laquelle :

P est le prix révisé,

Po est le prix indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois 0 ».

In est la valeur de l'indice de référence à la date d'exécution des travaux pour les demandes d'acomptes mensuels ou la moyenne des valeurs de l'index de référence sur la durée d'exécution des prestations pour les demandes d'acompte dont la périodicité est supérieure à un mois ;

Io = valeur de l'index de référence à la valeur d'établissement des prix au mois Mo.

Indice : FD (frais divers)

Pour l'ensemble des formules, les indices sont consultables sur le site de l'INSEE ou au Moniteur des Travaux publics.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Si l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier indice publié.

Une fois l'indice requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

En cas de suppression pure et simple de l'indice ou des indices, il sera retenu un nouvel ou de nouveaux indices déterminé(s) d'un commun accord entre les parties. A défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

Clause de sauvegarde :

Les prix du marché ne pourront pas subir une augmentation de plus de 5% l'an, sauf dispositions législatives et réglementaires.

Dans le cas d'une augmentation des prix de plus de 5% l'an, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché sans indemnité pour le titulaire au titre de la responsabilité sans faute.

ARTICLE 11 – AVANCE – ACOMPTES – PAIEMENT DÉFINITIF

11.1 – Avance

Sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, une avance sera versée dans les conditions réglementaires conformément aux articles R.2191-2 à R.2191-12 du code de la commande publique.

Cette avance n'est accordée qu'au titulaire du marché dont le montant minimum est supérieur à 50 000 euros hors taxes.

Le montant de l'avance est fixé à 20% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché, diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct, divisé par la durée du marché exprimée en mois. Dans tous les cas, le titulaire peut refuser le versement de l'avance forfaitaire.

11.2 – Acomptes – Répartition des paiements

Le prix des prestations est celui indiqué à l'acte d'engagement.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

11.3 – Contenu des prix et mode de règlement des comptes

Il est fait application de l'article 11.3 du CCAG FCS pour les modalités de règlement des comptes.

Les prestations faisant l'objet du marché issu de la consultation 2024-016-RGHF, seront réglés par montants globaux et forfaitaires.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes ;
- le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ;
- les acomptes correspondent aux prestations exécutées.

Trois acomptes par exercice budgétaire sont prévus et correspondent chacun à 25% du montant initial :

- le 1^{er} avril de chaque année pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars
- le 1^{er} juillet de chaque année pour la période du 1^{er} avril au 30 juin ;
- le 1^{er} octobre de chaque année pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre.

Le solde sera facturé au début de l'année suivante, soit le 15 janvier pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre.

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels aux PME en application de l'article R.2191-22 du code de commande publique.

11.4 – Décomptes et acomptes dématérialisés

Depuis le 1^{er} janvier 2017 la facturation électronique est une obligation. En application du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation

électronique, la transmission des factures électroniques s'applique aux contrats en cours d'exécution ou conclus postérieurement :

- au 1er janvier 2017 : pour les grandes entreprises et les personnes publiques ;
- au 1er janvier 2018 : pour les entreprises de taille intermédiaire ;
- au 1er janvier 2019 : pour les petites et moyennes entreprises ;
- au 1er janvier 2020 : pour les micro-entreprises.

Toutes les informations sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce dispositif permet aux entreprises, après inscription, de saisir en ligne leur facture ou d'en déposer une en version PDF, permettant ainsi une transmission directe et sécurisée des informations à la plate-forme d'exécution financière pour prise en charge et mise en paiement, de suivre l'avancement du traitement de vos factures dématérialisées. Cette solution gratuite pour l'entreprise offre l'avantage de fluidifier la relation à l'administration et de faciliter le paiement des prestations.

Code service exécutant de la plateforme CHORUS, pour la saisie en ligne des factures : **MI5PLTF059**

Le numéro d'Engagement Juridique (EJ) doit figurer sur la facture.

Toute facture qui ne comportera pas le numéro d'EJ ne pourra pas être traitée et sera retournée au titulaire pour modification.

Le titulaire du marché remet sa demande de paiement au maître d'ouvrage sous la forme d'un projet de décompte via Chorus Pro. Le projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début. Il est établi à partir des prix initiaux du marché, hors TVA et hors révision, celle-ci étant calculée par l'administration.

Le projet de décompte doit respecter les lignes de postes détaillées dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.

L'article 4 du décret 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique est formel, en ce qui concerne les marchés de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics : « *l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission* ».

Le maître d'ouvrage récupère les projets de décompte transmis par les titulaires de chaque lot via Chorus Pro. Le délai de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage telle qu'elle est horodatée par Chorus Pro.

À partir du projet de décompte, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte à régler au titulaire et dresse à cet effet un état d'acompte.

Le maître d'ouvrage transmet, dans un délai maximum de sept jours à compter de la réception du projet de décompte, l'état d'acompte qu'il a élaboré. Cette transmission via Chorus Pro avertit en même temps le titulaire du marché que l'état d'acompte a été transmis et permet ainsi de respecter son obligation d'information du titulaire, telle que prévue par le CCAG FCS.

Le projet de décompte est soumis à la validation du maître d'ouvrage.

11.5 – Paiement du solde et paiements partiels définitifs

Le maître d'ouvrage remettra le projet de décompte pour solde de son contrat dans les deux mois qui suivent la remise du rapport établi à la fin de la période d'exécution du marché et sur présentation de la facture de solde des prestations.

11.6 – Délai global de paiement

Le délai global de paiement est fixé à trente jours maximum à compter de la date de réception de la facture par le maître d'ouvrage. Passé ce délai, des intérêts moratoires seront dus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 12 – RETENUE DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions du code de la commande publique, la retenue de garantie ne sera pas appliquée.

ARTICLE 13 – PÉNALITÉS

Le présent article déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services.

Les états de pénalités seront établis par la cellule achats marchés du bureau budget administration. Les dispositions de l'article 14.1.3 du même C.C.A.G ne sont pas applicables. Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont appliquées sans mise en demeure sur le montant annuel hors taxes de la prestation considérée par suite de la non réalisation des prestations et (ou) aux défauts dans l'exécution de celles-ci.

Pénalités de retard :

- Trente euros (30) par jour en ce qui concerne le non-respect des délais prévus à l'article 6.4 du cahier des clauses administratives particulière, tout jour de retard commencé est dû ;
- Tout manquement aux conditions stipulées aux articles 7.1 et 13.2.1 du CCTP seront considérés comme un manquement aux obligations d'entretien, entraînant une pénalité :
 - * de quarante (40) euros par jour et par installation en ce qui concerne les chaudières individuelles ;
 - * de cent cinquante (150) euros par jour et par installation, en ce qui concerne les chaufferies (petit collectif ainsi que les moyennes et grandes puissances).

Toutes prestations non mentionnées sur les fiches d'entretien ou sans fiche d'attachement ou encore non mentionnées sur les carnets de chaufferie seront considérées comme non exécutées ;

Une pénalité forfaitaire de quarante (40) euros par heure de dépassement sera appliquée concernant le non-respect des délais d'intervention tel qu'il est stipulé aux articles 7.2 et 13.2.2 du CCTP (dépannages et interventions exceptionnelles), ainsi qu'à l'article 7.1 du présent cahier (prestations ponctuelles).

Produits de traitement d'eau : tout retard de livraison non admis donne lieu à l'application de pénalités à hauteur de 30 euros par jour de retard.

NOTA BENE : Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler par écrit aux services du représentant du pouvoir adjudicateur (responsable des affaires immobilières) ayant adressé le fax, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché. En fonction des éléments avancés par le titulaire, ce dernier s'exposera à des pénalités calculées par les services du R.P.A suivant les dispositions indiquées ci-dessus.

La durée des travaux d'entretien et le temps de remise en état de fonctionnement des appareils devront être aussi réduits que possible. L'entreprise ne saurait être inquiétée en aucune façon du fait de la durée ou de la cause des immobilisations rendues nécessaires pour exécuter, conformément aux règles de l'art, l'entretien, le dépannage ou les réparations.

ARTICLE 14 – PRESTATIONS NON PRÉVUES – PRESTATIONS SIMILAIRES

Le périmètre du présent marché peut évoluer, notamment, en raison :

- de l'affectation de nouveaux bâtiments ou de la construction de bâtiments utilisés par l'administration ;
- d'un réexamen en cours de marché des installations ;
- d'un réexamen de la typologie des installations ;
- d'un réexamen effectué dans tous les cas soit à la demande de l'administration soit du titulaire.

Le présent marché prévoit le recours possible à des modifications du contrat dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2141-9 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, il sera possible de recourir à la procédure des marchés négociés sans mis en concurrence pour la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du présent marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard 3 ans à compter de la date de notification du présent marché.

ARTICLE 15 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Il sera délivré au titulaire du marché, par le représentant du pouvoir adjudicateur, l'exemplaire unique du marché formant titre en vue de la notification éventuelle d'une cession de créances ou d'un nantissement, dans les conditions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-53 du code de la commande publique.

ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE – CO-TRAITANCE

16.1 – Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de service associées au présent marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, avant le commencement d'exécution des missions confiées aux sous-traitants, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600,00 € T.T.C.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement correspondant est possible au moment du dépôt de l'offre ou en cours de marché selon les modalités définies aux articles R.2193-1 à R.2193-21 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du C.C.A.G.-F.C.S.

Déclaration de sous-traitance au moment du dépôt de l'offre :

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, l'acceptation et l'agrément sont constatés au moyen d'une déclaration de sous-traitance (DC4) dans laquelle sont précisées :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
- la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- la déclaration du sous-traitant comportant ses capacités professionnelles et financières (formulaire DC2 ou document libre) ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics au titre de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- l'attestation sur l'honneur (ou photocopie certifiée conforme à l'original par une personne habilitée à engager l'entreprise) attestant que le candidat a satisfait à ses obligations en matière d'impôts, taxes et cotisations sociales ;
- le compte à créditer.

Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché :

En vue d'obtenir l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, un acte spécial dûment rempli, accompagné des documents suivants :

- la déclaration du sous-traitant comportant ses capacités professionnelles et financières (formulaire DC2 ou document libre) ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics au titre de l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- les attestations fiscales et sociales ou le formulaire NOT12 (ex DC7), délivrés par les administrations et organismes compétents, faisant état d'une situation au 31 décembre de l'année précédente. Ces attestations devront être certifiées conformes par une personne habilitée à engager l'entreprise ;
- les attestations d'assurances du sous-traitant en cours de validité ;

- le compte à créditer.

En outre, le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R.2191-54, R.2191-56 et R.2191-57 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En cas de nantissement ou de cession de créances, le titulaire doit obtenir la modification de l'exemplaire unique conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-21 du code de la commande publique.

Si l'exemplaire unique a été donné en vue du nantissement et ne peut être restitué, le titulaire doit justifier :

- soit que le nantissement du marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée ;
- soit que ce nantissement a été réduit de manière à réaliser cette condition.

Cette justification résulte d'une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement notifié ou signifié ainsi que les variations de ce montant provenant des notifications ou des significations ultérieurement prises en charge au titre de ce même marché.

Le silence du pouvoir adjudicateur, gardé *pendant vingt et un jours* à compter de la date de réception de l'intégralité des documents susmentionnés, emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

16.2 – Communication de renseignements inexacts ou sous-traitance occulte

Le titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute de l'entreprise titulaire du marché dans les conditions de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S, sans mise en demeure préalable, par dérogation aux dispositions de l'article 41-2 du C.C.A.G.-F.C.S.

16.3 – Règlement des sous-traitants

Conformément aux articles R.2193-11 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

A compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé, le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier un refus au sous-traitant, d'une part et au pouvoir adjudicateur, d'autre part.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par la gendarmerie à chacun des sous-traitants concernés.

Parallèlement, le sous-traitant adresse au pouvoir adjudicateur sa demande de paiement accompagné des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu sa demande. Il est précisé que si le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé, l'avis postal en faisant état doit être transmis au pouvoir adjudicateur.

Le RPA adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le RPA procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours à compter de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé ou de l'expiration du délai mentionné ci-dessus, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le RPA procède au paiement direct du sous-traitant, après vérification du service fait.

16.4 – Co-traitance

La forme juridique choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans l'acte d'engagement et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Conformément à l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Dans le cas d'un regroupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer. Les co-traitants ne seront pas payés individuellement.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

17.1 – Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR, disponibles sous le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables> et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des

mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagne dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

17.2 – Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations

Le ministère de l'Intérieur est fortement engagé en faveur de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discriminations, tant en interne dans la gestion de ses ressources humaines que vers l'externe notamment dans ses relations avec ses partenaires.

Détenteur depuis 2018 des labels délivrés par l'ANOR, « diversité » et « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », il s'est engagé à une exemplarité, et à relayer et inciter tous les opérateurs économiques vers cette démarche, via les achats publics notamment.

Ainsi, les titulaires des marchés du ministère de l'Intérieur devront s'assurer qu'ils :

- respectent leurs obligations en matière d'égalité professionnelle (article 16 de la loi du 4 août 2014) ;
- ne sont pas condamnés pour des motifs liés à la discrimination (article 225-1 du Code pénal) et le non respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article L.1146-1 du Code du travail) ;
- mettent en place (pour les entreprises de plus de 50 salarié.e.s) un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

ARTICLE 18 – ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS EN COURS D'EXÉCUTION

Toute entreprise en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser à la personne signataire du marché, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

ARTICLE 19 – DIFFÉRENTS ET LITIGES

19.1 – Clause relative au recours au médiateur interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le

Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

19.2 – Règlement des litiges

En cas de litige, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex

ou via le site <https://citoyens.telerecours.fr>

ARTICLE 20 – RÉSILIATION

Seules les stipulations des articles 38 à 45 du CCAG/FCS sont applicables.

ARTICLE 21 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- L'article 6.5 du présent cahier déroge à l'article 22 et 23 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services ;
- L'article 7.2 du présent cahier déroge à l'article 10 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services ;
- L'article 13 du présent cahier déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services ;
- L'article 16.2 du présent cahier déroge à l'article 41.2 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services.

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur
M. Marc GODIN
Attaché d'administration hors classe de l'État
Chef du bureau de l'immobilier et du logement
de la région de gendarmerie des Hauts-de-France

Original signé